

# « France Libre », un défi pour la Loire-Atlantique

**ARMÉE.** La construction du futur porte-avions à propulsion nucléaire concerne deux sites industriels du département : Naval Group à Indret et les Chantiers de l'Atlantique.

Le futur porte-avions nucléaire (PA-NG) s'appellera *France Libre*, a annoncé Emmanuel Macron, ce mercredi, devant environ 400 élus, dirigeants et employés de Naval Group réunis dans le grand hall du site du constructeur d'équipements militaires d'Indret, sur les bords de Loire. En Loire-Atlantique, les Chantiers de l'Atlantique de Saint-Nazaire et le site de Naval Group à Indret sont concernés par ce chantier.

**« Le même processus de fabrication qu'un paquebot »**

Antoine Houzé, responsable des programmes aux Chantiers de l'Atlantique, se montre serein face à la dimension tant symbolique que technique du chantier: « Nous mettons en avant notre niveau d'expertise pour apporter la vitesse, la manoeuvrabilité et la stabilité du navire, ainsi que l'habitabilité calibrée pour 2000 marins ».

Y a-t-il un risque de surcharge pour les Chantiers ? A entendre Antoine Houzé, ça a l'air du tout-venant tant la construction de paquebots apparaît désormais comme une routine à Saint-Nazaire. « Le processus de fabrication sera semblable à celui d'un paquebot, c'est le « Lego » classique ». À titre de comparaison, un navire de croisière



Le président de la République Emmanuel Macron a dévoilé le nom du futur porte-avions nucléaire.

Simon Torlotin / Ouest-France

construit à Saint-Nazaire peut accueillir 9 000 personnes, pour des dimensions supérieures à celle du PA-NG. Côté calendrier, « c'est un tempo de fabrication qui tiendra le même rythme qu'un paquebot. L'idée de démarrer l'usinage en 2032. La charge

des Chantiers et le rythme resteront sensiblement les mêmes puisque le carnet de commandes est plein. On attend que les chaufferies soient prêtes pour assembler le bateau ». L'autre intérêt local de ce chantier concerne justement les chaufferies dédiées à la

propulsion : les deux chaufferies principales, des réacteurs à eau pressurisée dits « K22 », seront assemblées sur le site de Naval Group à Indret.

**1000 kilomètres par jour à l'énergie nucléaire**

Laurent Coudray, directeur des programmes d'hydrodynamique navale et du développement de simulateurs à Naval Group, détaille: « Les deux chaufferies nucléaires K22 seront les plus importantes fabriquées en France. Elles fonctionneront sur le même principe que des réacteurs nucléaires. L'objectif est de permettre au navire de parcourir jusqu'à 1 000 kilomètres par jour. Elles alimenteront aussi le décollage des avions. Les premières études ont été lancées en 2019 et devraient être livrées en 2031-2032 aux Chantiers de l'Atlantique, avec un suivi jusqu'en 2038 ».

Pour le site d'Indret, ce chantier implique l'embauche de plusieurs dizaines de personnes chaque année : conception et ingénierie lancée en 2019, puis chaudronnerie et soudure prochainement. Au total, environ 200 personnes pourraient renforcer les quelque 1 500 actuellement en poste sur les bords de Loire. Durant trois ou quatre ans, la moitié des employés du site serait impliquée dans la fabrication des réacteurs.

Cédric Mané



**« France Libre » en chiffres**

**Description.** La maquette du « France Libre » a été dévoilée hier (photo). Le nouveau navire amiral, embarquant des drones, sera « fort de trois catapultes ». Le futur porte-avions représentera 10 milliards d'euros d'investissements sur une vingtaine d'années. Il mesurera 310 m de long. Il déplacera 80 000 tonnes. Il disposera de deux réacteurs nucléaires, qui lui permettront de parcourir 1 000 km par jour. Il embarquera 2 000 marins à bord. Il représentera un tonnage 1,8 fois supérieur à celui du « Charles-de-Gaulle », qui, lui, mesure 260 mètres de long sur 65 de large. La mise à l'eau du « France Libre » est prévue en 2038. Durée de vie ? Jusqu'en 2080. « Ces chiffres disent la dimension de l'ambition qui est la nôtre », a martelé hier Emmanuel Macron.

Photo Presse Océan-Cédric Mané

## Un porte-avions, mais pour quoi faire ?

Ils veulent dire non à la « propagande guerrière » de la France. Une centaine de personnes étaient réunies à Indre, contre la venue d'Emmanuel Macron sur le site de Naval Group, hier. L'usine d'Indret participe à la construction du futur porte-avions français. La CGT avait appelé à plusieurs rassemblements à Nantes, Basse-Indre et La Montagne. « La critique de nos productions est la première étape vers la réappropriation de nos outils de production », a dit lors de sa prise de parole à Basse-Indre, à midi, Ronan Lherbier, secrétaire général de la CGT Loire-Atlantique.

**Un « délai intenable »**

L'organisation représentative avait appelé à la grève les salariés du site situé de l'autre côté de la Loire « pour la paix et le droit des tra-



Une centaine de personnes étaient réunies à Indre, hier, contre la venue d'Emmanuel Macron.

Photo PO-Olivier Larivain

vailleurs ». « Plusieurs dizaines de personnes » l'auraient suivi, selon Quentin Desmoucaux, représentant CGT Naval Group Nantes-Indret. Lui-même salarié du site, il questionne « l'utilité »

de la construction d'un porte-avions. « Le contexte actuel nous rappelle que les armées ne sont pas des marchandises, a-t-il expliqué lors de sa prise de parole. La France a fait le choix de privilégier

l'industrie de guerre, plutôt que les services. » Le syndicat pointe aussi les répercussions d'un tel chantier sur les conditions de travail. Elles seraient « déjà dégradées », selon Quentin Desmoucaux. « Ce porte-avions a été vendu dans un délai intenable, cela aura des impacts sur la santé physique et mentale des salariés. L'intensification du travail est déjà perçue et programmée », alerte-t-il.

**La question de l'emploi**

Des associations environnementales, militants anti-guerre, des partis politiques et des élus locaux ont participé à la mobilisation. Une centaine de personnes étaient par exemple rassemblées à Indre, place Jean-Bordais, pile en face de l'usine de Naval Group, en présence de nombreux gendarmes. « Au

bout de cette rue, il y a aussi ArcelorMittal qui l'Etat refuse de nationaliser, pointe Ségo-lène Amiot, députée LFI de Loire-Atlantique. Un refus de conserver des emplois, mais on choisit de remettre de l'emploi dans l'armement. » Les élus locaux ont un rôle à jouer, selon Damien Renault de Sortir du nucléaire Pays Nantais. « La propulsion nucléaire de ce projet de porte-avions nécessiterait de modifier les quais, puisque ce réacteur serait une fois et demie plus gros que ce qui a été fait aujourd'hui », explique-t-il. Cela exigerait la modification du plan local d'urbanisme métropolitain (Plum) de la métropole de Nantes. L'association et d'autres collectifs s'y opposent justement.

Brice Bacquét

### ZOOM



La maquette a été dévoilée à Indret.

ST-Ouest-France

### Une circulation adaptée à la venue du Président

**Sécurité.** Comme à chaque visite d'un président de la République ou de personnalités politiques renommées, la circulation a été adaptée, avec une présence renforcée de gendarmes ce mercredi, autour du site de Naval Group à Indret, espace militaire par essence sensible. Particularité des lieux, l'usine est située en bords de Loire, tout près d'un bac qui permet aux habitants des communes voisines de franchir la Loire depuis ou vers Basse-Indre sans passer

par le pont de Cheviré. Mais pour d'évidentes raisons de sécurité, cette liaison a été interrompue une partie de la journée. Résultat, les automobilistes qui utilisent ce bac sont mécaniquement allés faire grossir le flux, notamment sur l'axe Nantes Pornic. Pour réduire les nuisances, les bacs de Loire avaient été renforcés aux heures de point. Les usagers avaient aussi été invités à utiliser l'autre bac, celui proposé entre Couéron et Le Pellerin.